

# **Grenelle de l'environnement. Le sarkozysme à l'assaut de l'écologie politique**

JEAN-PAUL DELÉAGE

**Le ministère de l'Écologie**, du Développement et de l'Aménagement Durables (MEDAD) a lancé, le 6 juillet 2007, un vaste processus de concertation, point de départ supposé « *à la mobilisation de la société française pour inscrire son développement dans une perspective durable* », suivant l'expression de Jean-Louis Borloo. Cinq collèges (État, collectivités locales, ONG, employeurs et salariés) répartis en six groupes de travail (énergie et climat, biodiversité, santé et environnement, agriculture, institutions et gouvernance, modes de développement) ont travaillé pour le Grenelle de l'environnement afin de lier les partenaires des discussions autour d'une série de mesures pour « mieux protéger l'environnement ».

## **Une habile manœuvre**

Un discours de Nicolas Sarkozy en personne marque la fin de ce premier acte et *Les Échos* enthousiastes titrent leur édition du 25 octobre : « Grands travaux pour une France verte ». L'écologie entre ainsi dans la grande politique et le débat public par la voix du président de la République. La nouvelle politique écologique est proclamée, même si cette proclamation reste totalement à concrétiser avec les politiques publiques à décider, conduire et financer. Du point de vue de la communication gouvernementale, l'opération a déjà porté, puisque la plupart des associations écologistes se sont impliquées dans des débats sur le rôle du nucléaire dans les reconversions énergétiques, la place de la route dans le réaménagement des transports, l'ampleur de la révolution de la production agricole à engager, le contrôle des produits chimiques largués dans l'environnement (pesticides, polluants industriels), le rôle des OGM et/ou de l'agriculture biologique dans cette révolution agricole.

On aurait tort cependant d'oublier que les discussions initiées lors de ces confrontations devront trouver leur aboutissement dans des choix financiers, de nouvelles réglementations environnementales, la mise en

place d'une fiscalité verte, le vote de lois nouvelles. À propos d'agriculture, de transport, de logement, de santé, les mesures à prendre ont été débattues : il s'agit maintenant pour les classes dirigeantes de saisir l'opportunité de rattraper le retard avéré de la société française en matière d'environnement par rapport à la plupart des pays européens<sup>[1]</sup>, de créer de nouveaux marchés « écologiques » solvables, tout en imposant aux plus démunis le choix de la sobriété ! Que la capacité de faire connaître les dangers potentiels pour l'homme et son environnement de nos modes de production et de consommation n'ait jamais été aussi inaudible qu'en cet été 2007, administre la preuve que la mise en scène du Grenelle de l'environnement a contribué à l'affaissement de l'écologie politique. Ce processus doit à l'inverse et dans l'immédiat nous inciter à la réflexion et à l'action, même si seule l'ampleur de la réorientation des politiques publiques permettra d'apprécier les effets réels du Grenelle de l'environnement lors de son deuxième acte qui se jouera au printemps 2008, devant le Parlement.

### **L'écologie, habit déjà usé du sarkozysme**

Il ne s'agissait pas seulement pour le clan au pouvoir d'occuper la scène médiatique sur le terrain de l'écologie, mais de donner la réponse des classes dominantes face à la menace d'effondrement écologique et social qui mine notre société. Une habileté supplémentaire dans la tactique classique : comment faire un peu bouger les lignes pour que rien d'essentiel ne bouge. Le Grenelle de l'environnement est une initiative *greenwash*, mascarade et opération de relations publiques menée au plus haut niveau politique pour montrer et laisser à voir l'image d'un État qui désormais « lave plus vert que vert ». Ce slogan remplace désormais à bon compte la réclame désuète des lessives qui prétendaient naguère « laver plus blanc que blanc ». De quoi désorienter un peu plus les rêveurs qui désespèrent de voir un jour ce pays s'engager dans une politique écologique socialement juste, à l'opposé des faux-semblants des « Tartuffes de l'écologie<sup>[2]</sup> », comme les qualifie gentiment Sophie Divry, journaliste à *La Décroissance*.

La manœuvre était habile et a fonctionné comme un piège. Comment refuser en effet de s'engager dans une concertation, aussi confuse soit-elle, sans courir le risque d'apparaître aux yeux de tous comme désespérément jusqu'au-boutiste ? Comment des associations qui ont fait de l'écologie l'*alpha* et l'*oméga* de leur existence pourraient-elles renoncer aux quelques miettes qui leur seront jetées en pâture de la

[1] G. Duval, « Grenelle de l'environnement : le retard français », *Alternatives Économiques*, n° 202, octobre 2007, p. 6-14.

[2] S. Divry, « Les Tartuffes de l'écologie », in Collectif Paragon, *Pour repolitiser l'écologie. Contre-Grenelle de l'environnement*, Paragon/Vs, Lyon, 2007, p. 19-26.

table du Grenelle ? Au-delà de ces ambiguïtés, il convient de revenir sur la nécessité de choix clairs afin de déjouer une politique volontairement confuse et opaque.

## **Un processus opaque**

Comment se retrouver dans un processus dont l'opacité n'a d'égale que la cacophonie d'annonces et de décisions qui l'accompagne ? Au motif de réduire les émissions de CO<sub>2</sub>, le pouvoir accélère la relance du nucléaire de la nouvelle génération : la contradiction est ici totale entre des annonces du Grenelle telles qu'économiser l'énergie et imposer les normes HQE (haute qualité environnementale) d'une part et, de l'autre, promouvoir la vente tous azimuts des réacteurs EPR de la nouvelle génération. Quelle est donc la priorité ? L'efficacité énergétique ou la monoculture nucléaire si chère à la technocratie d'État française ? Le Grenelle laisse entrevoir des efforts en faveur de transports moins énergivores au moment où la SNCF annonce la fermeture de 262 gares de fret. Le maïs OGM (en fait le seul Monsanto 810) fait certes l'objet d'une clause de sauvegarde pour l'année 2008 selon une décision gouvernementale du 11 janvier de la même année<sup>[3]</sup>, tandis que le ministère de l'Agriculture valide l'importation de 500 000 tonnes de céréales d'Amérique latine où 90 % des cultures sont OGM. Quant aux pesticides, dont la quantité devrait être réduite de 50 % (uniquement ceux « classés comme dangereux » selon Sarkozy), rappelons que la France, dont les stocks étaient épuisés dès juin 2007, en a importé plusieurs tonnes des Pays-Bas pour pallier la pénurie, puis a autorisé l'utilisation de ceux réservés à la viticulture pour d'autres productions végétales comme la pomme de terre, l'aliment des prolétaires.

## **Il faut choisir son écologie**

Il faut choisir son écologie, car en dépit des slogans démagogiques du sarkozysme, « tout ne devient pas possible » parce que le Président en a décidé ainsi. Il faut choisir entre la mono-industrie nucléaire et le soutien pragmatique et résolu aux énergies renouvelables. Il faut choisir entre le soutien à la FNSEA (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles) – et du même coup aux agrocarburants – et une réforme en profondeur de la Politique agricole commune, pour promouvoir une agriculture respectueuse de l'homme et de la nature. Comme l'écrit Bruno Rebelle, il faut choisir « *entre la protection des*

[3] « La clause de sauvegarde sur le maïs MON 810 est annoncée, après une semaine de confusion », *Le Monde*, 13-14 janvier 2008.

*forêts d'Afrique centrale et les intérêts des compagnies forestières [...] ; il faut choisir entre le financement des transports collectifs et la privatisation des sociétés d'autoroutes bradées il y a quelques mois pour éponger une partie du déficit public<sup>[4]</sup>. » Il faudra bien entendu beaucoup plus qu'un Grenelle de l'environnement pour engager les ruptures écologiques et sociales nécessaires. Et, en tout état de cause, travailler inlassablement à la repolitisation de l'écologie en ces temps régressifs de dépolitisation de la politique elle-même.*

## Repolitiser l'écologie

Le sarkozysme n'est pas simplement une droite décomplexée, mais c'est une droite qui vise à modifier et à moderniser radicalement le jeu politique français au profit des classes dominantes qui doivent aujourd'hui refonder leurs modes de domination politique, culturelle, écologique et sociale. Le Grenelle de l'environnement doit être analysé dans ce contexte nouveau. Face au reflux de l'écologie politique dans le monde et au moment même où les problèmes écologiques explosent comme autant de bombes à retardement larguées par le capitalisme industriel du siècle passé, le Grenelle de l'environnement vient proposer son écologie décomplexée et, pourquoi pas, demain, positive, dans la logique bêtifiante du gagnant-gagnant. Nous ne pouvons laisser croire à cette idée profondément conservatrice que l'écologie est exempte des contradictions sociales. Nous ne pouvons laisser croire que l'écologie pourrait dépasser les affrontements politiques et qu'il suffirait de « polluer un peu moins pour pouvoir polluer plus longtemps ». Ce serait bien là légitimer « *ce marché de dupes au détriment des plus pauvres* », comme l'a récemment montré Paul Ariès<sup>[5]</sup>. Pour nous, il s'agit plus que jamais de redonner ses lettres de noblesse à l'écologie critique dans un effort et une réflexion sans relâche pour sa politisation. En France, ni plus ni moins qu'ailleurs dans le monde, il n'y aura aucune issue humainement et socialement satisfaisante et acceptable à la menace d'une crise écologique majeure dans le cadre de simples mesures d'accompagnement d'un mode de production dont les fondements resteraient ceux-là mêmes de l'archaïsme du capitalisme mondialisé.

En réitérant l'évocation de grandes figures morales et politiques du passé, le sarkozysme procède à la construction d'une illusion collective. Cette construction tend à effacer la rationalité et les fonctions réflexives de l'action politique. Dans ce contexte, trop d'hommes et de femmes ont choisi la voie honteuse du reniement. Ce nouveau cours politique est un renversement complet du système politico-moral qui restait la référence

[4] B. Rebelle, « Grenelle de l'environnement : un pas en avant ou un pas de côté ? », <http://www.marianne2.fr>.

[5] P. Ariès, « Le Grenelle de l'environnement : une OPA inamicale contre l'écologie politique », in Collectif, *Pour repolitiser l'écologie. Contre-Grenelle de l'environnement*, Parangon/Vs, Lyon, 2007, p. 9-18.

ultime pour le peuple de notre pays. L'horizon du progrès humain s'est effondré. Tous nos efforts doivent viser la réinvention collective d'un nouvel horizon d'espérance et d'une philosophie politique conciliant impératifs écologiques et justice sociale.

